Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde

37 | 2006

Langue(s) et religion(s) : une relation complexe dans l'enseignement du français hors de France XVI^e-XX^e siècle

Enseignement étranger et fabrique communautaire dans l'Égypte libérale

Le cas de la « communauté juive » 1920-1960

Frédéric Abécassis

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/dhfles/74>

DOI : 10.4000/dhfles.74

ISSN : 2221-4038

Éditeur

Société Internationale pour l'Histoire du Français Langue Étrangère ou Seconde

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 133-160

ISSN : 0992-7654

Référence électronique

Frédéric Abécassis, « Enseignement étranger et fabrique communautaire dans l'Égypte libérale », *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde* [En ligne], 37 | 2006, mis en ligne le 02 juillet 2009, consulté le 27 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/dhfles/74> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/dhfles.74>

**Enseignement étranger et
fabrique communautaire dans
l’Egypte libérale
Le cas de la « communauté
juive »
1920-1960**

Frédéric Abécassis
Université de Lyon
ENS Lettres et Sciences humaines
UMR 5190 LARHRA

L'analyse des statistiques de scolarisation des Juifs d’Egypte à partir de sources égyptiennes et françaises montre à quel point leur scolarisation et leur francisation a été massive dans l’Egypte de la première moitié du xx^e siècle. Elle montre aussi le rôle central qu’a pu jouer l’Ecole dans les constructions communautaires de l’Egypte libérale : les communautés ne sont plus seulement des instances chargées de l’administration du culte et du statut personnel de chacun. Elles sont les premiers dépositaires d’une demande sociale d’instruction qui les engage vers de véritables constructions nationales.

The analysis of the statistics of schooling of the Jews of Egypt from Egyptian and French sources shows that they were well educated and to what extent the French language became their common language in Egypt in the first half of the xxth century. It shows as well the central role played by the School in the construction of communities in liberal Egypt : Communities have become not only authorities in charge with the administration of the cult and the personal status : their leaders are supposed to provide education to their whole communities. Their failure in the 1930’s leads communities to national constructions.

La question soulevée dans cette contribution concerne peut-être moins la langue dans son lien avec la religion que celle du rapport entre la

scolarisation et la fabrique communautaire. Dans un espace marqué par l'héritage ottoman, on entendra par communauté, à l'instar de Robert Ilbert, « le plus petit commun dénominateur des hommes²³³ », à la fois religieux et national, qui organise les loyautés et fixe le statut personnel de chacun. Rappelons que cette dernière notion doit être comprise dans sa double dimension, régissant d'un côté le droit privé des individus, leur mariage ou leur succession, et de l'autre le rapport à l'Etat.

Cette contribution est issue d'un travail qui n'a pas porté à proprement parler sur les Juifs d'Egypte : Celui-ci n'a fait que les « croiser » dans un contexte plus large, qui était celui d'une enquête sur les écoles étrangères d'Egypte dans leur confrontation au mouvement national. Et l'accès aux archives des communautés du Caire et d'Alexandrie demeure fermé. Considérées depuis l'observatoire des écoles étrangères, ces communautés n'ont pas de spécificité bien marquée : comme les autres « minorités », mais de façon peut-être plus intensive, elles participent, des années 1920 aux années 1960, d'un vaste mouvement de scolarisation et d'alphabétisation, dans lequel la langue française a tenu une place majeure. Comme dans le monde catholique, le français a été pour les communautés juives d'Egypte une *koiné* permettant à des migrants d'origines diverses et à des autochtones de participer d'un même monde. Alors qu'elle n'en était ni langue de culte, ni forcément langue véhiculaire des familles, la langue française a servi de langue officielle aux communautés israélites du Caire et d'Alexandrie. Dans les années 1950, le français est même devenu, alors que le pouvoir n'entendait considérer que des « statuts personnels », la langue de « l'Etat civil » de la communauté d'Alexandrie.

La question que l'on souhaite soulever renvoie moins aux origines et aux aspects institutionnels de cette francisation, relativement bien connus²³⁴, qu'au positionnement original des Juifs du Nil par

²³³ ILBERT Robert, 1996. *Alexandrie, 1830-1930*, Le Caire : IFAO, p. 413 et suiv.

²³⁴ Parmi les ouvrages de synthèse, on citera : FARGEON Maurice, 1938. *Les Juifs en Egypte depuis les Origines jusqu'à ce jour*, Le Caire : impr. P. Barbey ; HASSOUN Jacques, 1981. *Juifs du Nil*, Paris : Le Sycomore ; KRAMER Gudrun, 1989. *The Jews in Modern Egypt, 1914-1952*, Seattle : University of Washington Press ; BEININ Joel, 1998. *The Dispersion of Egyptian Jewry, Culture, Politics and the Formation of a Modern Diaspora*, London : University of California Press. Parmi les biographies : PERRAULT Gilles, 1984. *Un homme à part*, Paris : Fayard ; LANÇON Daniel, 1998. *Edmond Jabès l'Egyptien*, Paris : éd. Jean-Michel Place. Sur la

rapport à l'offre scolaire. Comment la manière dont ils ont été scolarisés témoigne-t-elle de leur spécificité dans la société égyptienne, et comment témoigne-t-elle de la cohésion de la communauté et de son évolution dans la première moitié du XX^e siècle ? La scolarisation, ainsi conçue, n'est pas l'histoire d'une acculturation. Elle témoigne plutôt de la manière dont les parents ont envisagé l'avenir de leurs enfants, dont ils les ont « investis » (comme un bien éminemment cher) dans telle ou telle filière d'éducation. Conduite dans les années 1990, l'enquête n'a que très peu reposé sur le témoignage des acteurs, et pour cause, puisque la plupart d'entre eux avaient quitté l'Égypte, mais elle a reposé sur des statistiques produites par les autorités égyptiennes (département de la statistique du ministère des Finances) et par les autorités consulaires françaises, qui recensaient périodiquement les établissements qu'elles subventionnaient. Ces appareils statistiques nous délivrent des points de vue externes, imprégnés des discours et des préjugés des autorités qui les ont émises, transformant les Juifs d'Égypte en « communauté-objet ». L'analyse de leur évolution permet néanmoins d'émettre quelques hypothèses sur les dynamiques nationales à l'œuvre parmi les Juifs d'Égypte, qui feront l'objet de la dernière partie de cette contribution.

Pour la Statistique scolaire de l'Égypte: une communauté qui devient étrangère

Un premier tableau (tableau 1), issu de la *Statistique scolaire de l'Égypte*²³⁵ permet d'approcher la fréquentation scolaire par nationalité

francophonie : LUTHI Jean-Jacques, 1974. *Introduction à la littérature d'expression française en Égypte (1798-1945)*, Paris : Ed. de l'Ecole ; FENOGLIO Irène, KOBER Marc et LANÇON Daniel, 1999. *Entre Nil et sable. Les écrivains d'expression française en Égypte. 1920-1960*, Paris : CNDP.

²³⁵ La *Statistique scolaire de l'Égypte* est éditée sous ce titre pour la première fois en 1906-1907. Annuelle mais irrégulière jusqu'à la Première Guerre Mondiale, la publication devient trisannuelle à partir de 1921-22, jusqu'à la révolution de 1952. Celle-ci marque le terme de cette série d'apparence homogène, pour des raisons qui ne sont pas seulement idéologiques. Durant la première moitié du siècle, la *Statistique scolaire* a appréhendé son objet en fonction de ce qu'elle considérait comme la norme scolaire, et de catégories juridiques qui se fissaient, ou n'avaient déjà plus cours dans l'Égypte de 1951.

et par religion pour l'année scolaire 1921-1922. Il donne un aperçu assez suggestif de la scolarisation des Juifs d'Égypte selon la nationalité des écoles où ils envoient leurs enfants.

Tableau 1 : Fréquentation scolaire en Égypte en 1920-1921 selon la nationalité et la religion

	Américaines	Anglaises	Françaises	Grecques	Italiennes	Égyptiennes	Total
Égyptiens	6 782	2 031	13 044	136	2 895	109 194	134 082
Anglais	19	746	962	35	319	274	2 355
Français	29	59	1 687	6	166	914	2 861
Grecs	99	139	2 545	10 302	444	295	13 824
Italiens	44	131	2 994	10	4 706	422	8 307
Autres nat.	238	254	3 260	8	607	836	5 203

Musulmans	1 528	648	3 321	57	1 372	71 513	78 439
Coptes	4770	1 131	5 213	14	1 302	32 639	45 069
Orthodoxes	261	340	3 156	10 151	505	1 705	16 118
Catholiques	129	302	6 792	273	4 709	333	12 538
Protestants	263	595	289	0	56	447	1 650
Juifs	165	328	4 505	2	890	5 255	11 145
Autres rel.	95	16	1 216	0	303	43	1 673

Total	7 211	3 360	24 492	10 497	9 137	111 935	166 632
--------------	--------------	--------------	---------------	---------------	--------------	----------------	----------------

Cette première approche statistique donne l'image d'une communauté fortement scolarisée, qui atteindra près de 15 000 élèves recensés en 1933-34, pour un groupe estimé à peu plus de 60 000 individus. Le tableau montre que les Juifs d'Égypte sont scolarisés de préférence dans deux types d'écoles : les égyptiennes et les françaises. C'est que les écoles relevant de fondations communautaires au Caire, à Alexandrie ou d'autres villes du pays sont comptabilisées comme égyptiennes.

Figure 1 : « Carte scolaire » de l’Egypte en 1921-22

La figure 1 synthétise ce tableau en une représentation graphique – issue d’une analyse factorielle des correspondances – qui révèle l’adéquation entre pratiques et représentations. Elle fait en effet apparaître trois systèmes scolaires nationaux (grec, italien, égyptien), qui accueillent de préférence leurs ressortissants. Dans cette perspective, la proximité des écoles américaines avec le système national égyptien n’est guère étonnante, dans la mesure où les missions évangéliques scolarisent majoritairement des Coptes en Moyenne Egypte et dans la capitale. Les écoles françaises et britanniques représentent, sur cette figure, deux systèmes scolaires intercommunautaires, qui recrutent parmi toutes les nationalités et religions représentées, même si elles ont un public de prédilection fortement marqué par leur caractère « minoritaire ». Dans ce schéma d’ensemble qui reproduit de grandes lignes de fracture civilisationnelles, les Juifs ont un positionnement original, à mi-chemin entre le « monde chrétien » et le « Dar-al Islam », parmi les groupes nationaux ou religieux les plus proches du centre. On retrouve, dans ce positionnement, le partage évoqué plus haut entre une scolarisation « française » et « égyptienne ».

Quelques éléments sont toutefois nécessaires à la bonne compréhension de ces données. Le dénominateur commun des écoles égyptiennes et étrangères figurant sur le même tableau de données est d'abord et avant tout leur caractère « moderne ». Les introductions aux recueils statistiques ne cessent de le répéter :

Le système d'éducation européenisé, largement répandu de nos jours dans le pays, n'est pas une dérivation du système indigène susmentionné, mais une innovation.

Comme en France à la même époque, où un profond clivage sépare l'ordre du primaire de celui du secondaire, le monde des écoles coraniques et des écoles de villages est totalement exclu de l'enseignement « moderne ». Au clivage école traditionnelle / école moderne organisée à l'image de l'Europe se superpose ainsi sans l'effacer le clivage (de classe) école élémentaire, c'est à dire école du peuple/ école destinée à former les cadres du pays. L'enseignement élémentaire étranger demeure, d'un bout à l'autre de la période, doté du capital de modernité qu'il avait aux débuts de la publication de *la Statistique scolaire*. Derrière ces catégories, c'est le rôle même dévolu à l'école « moderne » et à ses initiateurs étrangers qui transparaît : il s'agit de former, dans la double acception du terme (éduquer et constituer) la société politique libérale cosmopolite et ses hiérarchies, intériorisées par les verdicts de l'institution scolaire. Cette perspective ne se modifie pas avant la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début des années 1950, où la fusion entre l'enseignement primaire et élémentaire est réalisée.

Les statistiques donnent, pour chaque nationalité d'écoles, une répartition par nationalité et religion des élèves des deux sexes qui les fréquentent. La définition de ces catégories mérite qu'on s'y attarde, car la continuité de 1921 à 1951 est fondée sur des bases juridiques qui deviennent caduques après cette date. La distinction entre écoles étrangères et écoles égyptiennes ne repose pas, jusqu'en 1951-52, sur les programmes ou les langues en usage dans ces établissements, ni sur les subventions allouées par le Ministère de l'Instruction Publique (*wizârat al-ma'âref al-'omumîya*)²³⁶, ni sur le contrôle que celui-ci pouvait exercer sur elles, mais sur le fait que ces écoles dépendaient ou non

²³⁶ Ces critères de dénombrement étaient à la base des statistiques émanant du Ministère de l'Instruction Publique, qui publie en 1949 un recueil de données concurremment à *la Statistique scolaire*.

juridiquement d'une puissance étrangère et pouvaient de ce fait bénéficier des avantages liés aux capitulations²³⁷. Les écoles dites « égyptiennes » forment ainsi un ensemble composite, regroupant des établissements liés à l'action de l'Etat, à des sociétés de bienfaisance musulmanes ou coptes, ou aux patriarchats et conseils des communautés reconnues par la loi égyptienne²³⁸. Du point de vue de leurs programmes, l'éventail était largement ouvert, comme en témoigne le compliment décerné en 1927-1928 aux écoles de la communauté israélite du Caire par M. Marx, responsable de la sous-direction des Œuvres françaises à l'étranger :

Les écoles israélites du Caire sont comparables, par leur administration, par la discipline qui y règne, par les études qui s'y poursuivent aux plus belles écoles de France²³⁹.

Ce système de dénombrement n'a plus sa raison d'être à partir du moment où les capitulations sont effectivement abolies (1949), et où le Ministère de l'Instruction Publique s'est assuré un large contrôle de l'enseignement égyptien, soit par l'administration directe d'écoles²⁴⁰, soit par la subvention de celles qui ont accepté de se plier à ses exigences d'unification des programmes et d'adéquation de l'enseignement religieux au public scolaire. Le Ministère de l'Instruction se voit confier en 1955 la responsabilité exclusive de la

²³⁷ Les capitulations étaient des exemptions juridictionnelles et fiscales s'appliquant depuis le XVI^e siècle dans l'empire ottoman aux ressortissants « francs » dans les Echelles du Levant, à plusieurs reprises et à certaines de leurs institutions de culte, d'enseignement et d'assistance. Etendues à la plupart des nationalités européennes, celles-ci s'étaient progressivement transformées depuis le XIX^e siècle, en un véritable statut d'exterritorialité, que les consuls garantissaient à leurs « protégés ».

²³⁸ En 1933-1934, les catégories de dépendance des écoles égyptiennes sont : Ministère de l'Instruction Publique, Université égyptienne, Direction des Universités théologiques, Ministère des Waqf, Conseils provinciaux, Diverses administrations de l'Etat, Waqf royaux, Autres waqf, Sociétés de bienfaisance musulmanes, Musulmanes libres, Sociétés de bienfaisance coptes, Patriarcat copte orthodoxe, Coptes libres, Evangéliques, Patriarcat arménien, Arméniennes libres, Autres patriarchats, Israélites.

²³⁹ *Annuaire de l'enseignement français en Egypte, 1929*. Le Caire : Union des Professeurs Français d'Egypte.

²⁴⁰ Le Ministère de l'Instruction Publique administrait directement en 1933 20% des effectifs scolarisés en Egypte dans l'enseignement « moderne » ; il en contrôle en 1951 plus de la moitié (53%).

publication des statistiques scolaires. Au moment où, à leur tour, les tribunaux confessionnels sont abolis, sapant l'un des piliers de l'organisation communautaire au profit d'une unification judiciaire, le critère de définition des écoles égyptiennes ou étrangères se transforme, et conduit à retrancher des écoles égyptiennes certains établissements communautaires²⁴¹. L'Etat ne reconnaît que des citoyens, indépendamment de leur appartenance religieuse, des établissements qui respectent – ou non – ses programmes et se soumettent – ou pas – à ses inspections.

Tableau 2 : Fréquentation scolaire en Egypte en 1951-1952 selon la nationalité et la religion

	Américaines	Anglaises	Françaises	Grecques	Italiennes	Egyptiennes	Total
Egyptiens	7 603	4 841	28 476	372	6 006	731 828	779 126
Anglais	71	874	698	245	111	85	2 084
Français	7	42	1 266	0	126	246	1 687
Grecs	103	663	1 477	8 557	382	364	11 546
Italiens	30	450	1 280	6	1 868	177	3 811
Autres nat.	416	1 216	2 500	90	484	19 459	24 165
Musulmans	3 616	2 813	12 294	199	3 208	632 160	654 290
Coptes	4 612	1 829	10 698	184	2 260	112 933	132 516
Orthodoxes	236	972	2 372	8 772	377	2 863	15 592
Catholiques	179	912	5 907	140	2 738	1 148	11 024
Protestants	104	701	348	0	92	133	1 378
<i>Juifs</i>	<i>101</i>	<i>503</i>	<i>3 815</i>	<i>1</i>	<i>298</i>	<i>2 776</i>	<i>7 494</i>
Autres	12	356	252	1	4	146	771
Total	8 545	8 086	35 692	9 284	8 977	752 159	822 742

²⁴¹ C'est en particulier le cas des écoles arméniennes, qui figurent comme écoles étrangères dans les statistiques du Ministère de l'Instruction publique. Les écoles israélites n'y apparaissent pas, en revanche, en tant que telles.

Bien qu'il s'inscrive formellement dans la continuité de la série statistique, le tableau de 1951 témoigne peut-être déjà de cette évolution. La baisse sensible des effectifs Juifs observée dans l'enseignement égyptien pourrait être liée à un changement de catégorie de certains établissements. Il faut plus probablement l'imputer à un tassement démographique des communautés israélites d'Égypte, perceptible également dans les colonies grecque et italienne, suite à la première vague d'émigration de 1948. On ne peut non plus négliger l'hypothèse d'une baisse des effectifs des écoles communautaires, celles-ci n'ayant plus les moyens de scolariser les éléments les plus pauvres des communautés. Le tableau donne, par ailleurs, la mesure de l'augmentation massive de la scolarisation des musulmans et des Coptes, qui s'est jouée notamment au moment du retour du Wafd aux affaires au début de la Seconde Guerre mondiale²⁴². Le système éducatif devient un système national ; il marginalise un enseignement étranger et des colonies ou communautés étrangères qui y avaient autrefois occupé une place relativement importante, hors de proportion en tout cas avec leur poids démographique dans la société.

²⁴² Ce gonflement des effectifs est en grande partie lié à la fusion des enseignements élémentaire et primaire évoquée plus haut. Il reste le reflet d'un dynamisme et d'une demande sociale d'éducation « moderne ».

Le bon grain et l'ivraie

Fête du père recteur au collège de la Sainte-Famille en 1959²⁴³

Prise au moment de l'entrée des écoles catholiques d'Égypte dans le système scolaire national, cette photographie met en scène le point de vue des pères jésuites sur l'ordre social nouveau issu de la révolution de 1952. De part et d'autre de l'allégorie centrale de la terre nourricière d'Égypte, on reconnaîtra, à droite, un monde méditerranéen catholique ayant vocation à le rester sous la houlette de son pasteur ; à gauche, un officier (libre) autorisé à convoler avec sa petite fiancée au prix d'une séparation radicale entre celle-ci et les suppôts d'une finance européenne cosmopolite et impérialiste, littéralement relégués aux enfers.

Quelques ultimes précisions sur les catégories de classement des individus permettront de mieux comprendre l'évolution d'un tableau à l'autre, au cours d'une période où la nationalité égyptienne émerge des décombres de l'Empire ottoman. La définition légale d'une nationalité égyptienne en 1929 ne semble pas réellement entacher la continuité de

²⁴³ © Archives du collège de la Sainte-Famille, Le Caire.

la série statistique avant le début des années 1950. Les catégories du recensement de 1917 montrent que la « nationalité » des individus est, dès le début de la période que nous envisageons, une question de sujétion (*taba'îya*), non de citoyenneté. Les « Britanniques », « Français », « Italiens », « Grecs »..., sont des sujets d'empire (*ra'âî al-ḥokûma...*), pouvant être éventuellement de « race » (*gensîya aṣṣîya*) égyptienne, protégés par les capitulations ou simplement par leurs consulats. Les « Sujets locaux » appelés aussi « Égyptiens » (*ra'âî al-ḥokûma al-maḥalîya* ou bien *miṣrîyûn*) sont des individus de toutes « races » ne bénéficiant pas de protection capitulaire. Suite à la disparition de l'Empire ottoman, il semble que ses anciens sujets non égyptiens ont, jusqu'à la loi sur la nationalité de 1950, été comptabilisés comme Égyptiens, sauf s'ils avaient opté pour une nationalité turque, libanaise, syrienne, palestinienne ou transjordanienne. À partir de cette date, s'ils n'en ont pas fait la demande, ils ne sont plus considérés comme égyptiens. La catégorie « égyptien » en usage dans la *Statistique scolaire* semble donc revêtir deux acceptions avant et après 1950 : l'une négative et relativement inclusive (tout ce qui n'est pas « étranger » ou protégé doit relever de la souveraineté égyptienne), l'autre positive et exclusive (seuls sont égyptiens les Ottomans qui en ont fait la demande aux termes de la loi de 1929). Cela ne joue, pour les Égyptiens, que sur des effectifs marginaux. Il est en revanche probable que les effectifs relativement élevés en 1951-52 des scolarisés d'« autres nationalités »²⁴⁴ incluent bon nombre d'anciens sujets ottomans n'ayant pas obtenu – ni forcément cherché à obtenir – la nationalité égyptienne.

Plus encore que la nationalité, le critère religieux met l'accent sur l'origine nationale des individus concernés. À l'intérieur des confessions chrétiennes, les Coptes, quelle que soit leur obédience (orthodoxes, catholiques, protestants), tiennent une place à part, et ne se mélangent pas aux « Catholiques », aux « Protestants », ni aux « Orthodoxes » qui font chacun l'objet d'une colonne distincte. Musulmans et Coptes, voisins sur les tableaux, forment donc l'ensemble des Égyptiens de souche, par opposition aux religions et confessions considérées comme allogènes : Orthodoxes d'obédience grecque,

²⁴⁴ Les ressortissants de nationalités autres qu'égyptienne, britannique, française, italienne et grecque scolarisés dans l'enseignement « moderne » en Égypte représentent 5 à 7 000 individus jusqu'en 1945-46. Ils passent brutalement à plus de 24 000 individus en 1951-52, ce qui suggère l'hypothèse d'une redéfinition de la catégorie.

arménienne ou syrienne ; Catholiques romains ou levantins ; Protestants d'origine britannique ou allemande (anglicans, luthériens)²⁴⁵ ; Juifs rabbiniques ou karaïtes ; et les autres religions, catégorie derrière laquelle il faut comprendre une majorité de libres-penseurs. Ce mode de classement est, lui aussi, très significatif de la période durant laquelle il est mis en œuvre. Dans un monde en transition entre le démantèlement de l'empire ottoman et l'Etat nationaliste, où les appartenances nationales se redéfinissent, la nationalité des individus ne permet pas à elle seule de les situer. Le paramètre religieux intervient alors comme repérage supplémentaire, corollaire indispensable de la nationalité, voire fondement ultime de sa légitimité.

Figure 2 : « Carte scolaire » de l'Egypte en 1951-52

²⁴⁵ Les écoles de la communauté évangélique (d'origine américaine), sont, rappelons-le, comptabilisées avec les écoles égyptiennes, et les fidèles égyptiens de cette église avec les Coptes. La rubrique « Protestants » regroupe les protestants non égyptiens, donc en majorité des sujets britanniques.

En l'espace de trente ans, la structure générale des « cartes scolaires » n'a guère évolué. En se rapprochant du centre de la figure, les établissements français et britanniques se sont engagés dans la voie d'une « égyptianisation ». Contrairement aux lycées de la Mission laïque et aux écoles anglaises où celle-ci fut imposée, les écoles catholiques françaises la négocieront bientôt, au prix de quelques ajustements. A l'inverse, la disposition centrifuge de tous les groupes minoritaires atteste d'une évolution vers une scolarisation résolument étrangère, qui semble déjà anticiper les destins migratoires des uns et des autres. Les pratiques du moment se coulent dans des schémas de représentation bien anciens, et pas seulement dans le domaine scolaire : trois ans avant « l'agression tripartite », Juifs, écoles françaises et anglaises se trouvent ainsi réunis dans une proximité qui semble prolonger bien tard, dans le XX^e siècle, la politique des minorités.

Pour les statistiques consulaires françaises : une communauté prospère et éduquée

Au stéréotype d'une communauté *ad Aegyptum*, à l'image de la cité d'Alexandrie, le regard des autorités consulaires françaises vient apporter un second élément : celui d'une communauté prospère. L'état des sources permet de se faire une idée assez précise de l'ensemble des écoles subventionnées par le consulat de France et de l'origine nationale et confessionnelle de leur public dans la circonscription d'Alexandrie en 1929²⁴⁶.

²⁴⁶ Archives diplomatiques de Nantes, Série Œuvres Françaises Sous-série D-Levant, volume 178 (Subventions aux établissements scolaires et hospitaliers 1930-1932).

Figure 3 : Champ d'action et typologie des écoles françaises de la circonscription consulaire d'Alexandrie en 1929

Le recensement fait en effet apparaître deux principales oppositions : selon le sexe (opposition marquée entre écoles de filles et écoles de garçons) d'une part, selon le coût et le niveau d'éducation d'autre part (opposition entre les élèves admis à titre gratuit et à titre payant, recouvrant une opposition entre enseignement primaire et secondaire). Située non loin du centre de la figure, l'école de l'Alliance israélite universelle (AIU) de Tanta y apparaît comme la seule école française non catholique de province (établissements entourés d'un cercle gris, relevant des Missions africaines de Lyon (MAL), des Frères des Ecoles chrétiennes (FEC), des Sœurs de la Charité (SC) ou de Notre-Dame des Apôtres (NDA)). L'école a une fréquentation « moyenne », accueillant d'une part un peu plus d'élèves payants que de boursiers, et d'autre part garçons et filles à parité. On notera que sa fréquentation n'est pas exclusivement communautaire : si les trois quarts des enfants qui y sont scolarisés sont juifs, l'école accueille un cinquième d'élèves musulmans et très peu d'enfants chrétiens, dans la mesure où une offre de scolarisation catholique existe dans la ville.

Comme les statistiques égyptiennes, les statistiques du consulat français d'Alexandrie font apparaître un dimorphisme sexuel qui ne fera que s'accroître au fil du temps : tous les groupes communautaires et nationaux ne scolarisent pas leurs enfants de la même façon dans l'enseignement français selon qu'il s'agit de leurs garçons ou de leurs filles. Ces écarts sont un indice important de la confiance placée dans ce réseau scolaire. On a déjà eu l'occasion d'évoquer trois modes très différents pour les familles de fréquentation de ces établissements²⁴⁷ : un mode de l'adhésion, consistant à scolariser ses garçons et ses filles dans ces établissements français, tout en acceptant d'en payer le prix. C'est clairement le cas, d'après la figure 3, des Juifs, des protestants, des Grecs orthodoxes et des sujets hellènes, et dans une moindre mesure des melkites (Grecs catholiques). En second lieu, un mode de la défiance, consistant à scolariser ses filles dans des écoles françaises et ses garçons ailleurs, lorsqu'il existe une offre nationale d'éducation. C'est déjà le cas en 1929 des « sujets locaux » musulmans et coptes-orthodoxes, des Allemands et des Autrichiens, bientôt des Italiens après la fondation à Alexandrie du complexe des écoles du Littorio (1933). Enfin, avec les différentes communautés catholiques, latines (notamment les Maltais, recensés comme sujets britanniques) ou relevant des rites orientaux reconnus par Rome (copte, maronite ou arménien), on s'inscrit plutôt dans le mode de la déférence, consistant à envoyer ses garçons et ses filles dans des écoles françaises, leur scolarité dépendant de la bonne volonté ou des moyens d'un mécène ou d'une congrégation. On constate que plus les moyens des familles sont réduits, plus la scolarisation est masculine, au détriment de l'instruction des filles.

Dans cet espace des œuvres éducatives du consulat, conçu comme une francophonie de patronage soutenant un vaste réseau d'établissements catholiques, les Juifs figurent, avec les citoyens français et les protestants, comme la communauté la plus éduquée et la mieux à même de payer pour l'éducation de ses enfants, aussi bien garçons que filles. En dehors de l'école mixte franco-israélite Hamrouche (Hamrou), où ils sont très majoritaires, ils représentent une

²⁴⁷ « L'enseignement du français en Egypte dans les années 1920 : une nébuleuse à plusieurs degrés de francité », in *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde*, « Histoire de l'enseignement du français langue étrangère ou seconde dans le bassin méditerranéen », n°27 coordonné par Jacqueline Lillo, Lyon, décembre 2001, Actes du XI^e Congrès international de la SIHFLES, Palerme, 4 octobre 2001.

part importante (plus du tiers) des effectifs du lycée français géré par la Mission laïque (MLF), et une part non négligeable de ceux des collèges des Frères (FEC) les plus cotés : Saint-Marc et Sainte-Catherine ; ou, chez les filles, les religieuses de Saint-Vincent de Paul (SVP), de ND de Sion (NDS) ou la Mère de Dieu (MDD). Cette fréquentation par des Juifs d'écoles catholiques ne fait pas de toutes les écoles catholiques des établissements pluricommunautaires. La figure 3 atteste au contraire d'une très claire répartition des tâches, parmi les établissements des Frères des Ecoles chrétiennes (FEC) entre les établissements payants et pluricommunautaires (collèges de Moharram Bey²⁴⁸, de Bacos, Saint-Marc et Sainte-Catherine) et les établissements gratuits, accueillant presque exclusivement des enfants catholiques (les trois établissements figurant en bas de la figure). Ces derniers sont clairement destinés à la perpétuation de la communauté, selon un principe simple : le cosmopolitisme est l'affaire des riches, tandis que la communauté reste le lieu de protection, de formation et de promotion des plus modestes :

Dans cette école gratuite tenue par les pères jésuites, située non loin de la gare centrale, dans un quartier populaire du Caire où ont immigré beaucoup de familles chrétiennes de haute et de moyenne Egypte, les enfants de classes aisées scolarisés au collège de la Sainte Famille viennent assurer des leçons de catéchisme et découvrir une réalité sociale qu'ils ignorent souvent. Ils y apprennent, pour les uns, les gestes et les attitudes de l'autorité, et pour les autres, à se montrer reconnaissants envers ceux qui financent leur éducation. La photographie, destinée à la collecte de fonds et à la recherche de bienfaiteurs, atteste, par le regard de l'un des enfants directement tourné vers le spectateur, du caractère toujours ouvert de la communauté.

²⁴⁸ Les Juifs atteignaient dans ce collège 30% des effectifs, les musulmans 26%, et les orthodoxes 27%, soit un total avoisinant les 84% pour l'ensemble des « schismatiques » et des « infidèles », selon la terminologie en usage dans la correspondance entre les Frères et la *Propagande*. De ce point de vue, le profil est très voisin de celui du lycée de la Mission laïque.

Le Caire, leçon de catéchisme à l'école de Koulali en 1934²⁴⁹

C'est dans cette question, cruciale, du financement, que se joue une grande partie de la dynamique communautaire, dans la mesure où la légitimité de chaque instance communautaire se mesure à sa capacité à assurer l'instruction des siens. De ce point de vue, les statistiques du consulat français d'Alexandrie sont fortement biaisées. Pas davantage que pour les autres communautés, elles ne peuvent être lues comme un reflet de la scolarisation de l'ensemble des Juifs de la circonscription. Il y manque d'abord tous ceux qui seraient scolarisés dans des établissements relevant du ministère de l'Instruction publique ou d'autres consulats étrangers – si tant est que le même établissement ou la même mission n'ait pas brigué de subventions simultanément auprès des uns et des autres. Surtout, à la différence de leurs homologues de la circonscription consulaire du Caire, les statistiques d'Alexandrie ne font pas apparaître la scolarisation dans les écoles de la communauté israélite de la ville, financée par leur conseil communautaire. Celles-ci ne recevaient pas de subventions directes du consulat français, et n'avaient

²⁴⁹ © Archives du collège de la Sainte-Famille, Le Caire.

officiellement pas de comptes à lui rendre²⁵⁰. D'où cette distorsion observée dans la figure 3, faisant des Juifs scolarisés dans les établissements français d'Alexandrie les financeurs d'un réseau ne profitant guère à leur communauté. En 1929 encore, « la France charitable en Egypte²⁵¹ », c'est, très majoritairement, une affaire de catholicité.

La dynamique communautaire

On comprend mieux, dans ces conditions, pourquoi la question scolaire se trouve, dans l'Égypte libérale, au centre de la cristallisation communautaire. Si l'on peut considérer que, des années 1910 aux années 1930, une scolarité payante finance une scolarité gratuite²⁵² et produit une personne redevable envers ses éducateurs de son instruction et de sa promotion sociale, on mesure tout l'enjeu que représente, pour les missions scolaires, un public de notables ou de classes moyennes. Leur survie financière et la réalisation de l'objectif de la mission passe par la capacité des établissements d'enseignement secondaire ou professionnel à attirer leur clientèle au-delà de leur communauté « naturelle ». À l'inverse, lorsqu'elles n'en sont pas directement bénéficiaires, la présence de ces missions scolaires impose aux instances communautaires de se situer sur le même terrain, et surtout de s'assurer que l'investissement scolaire des notables demeure susceptible de profiter à l'ensemble de leur communauté. L'évolution des relations

²⁵⁰ Il n'est pas exclu que les écoles de la communauté israélite d'Alexandrie aient pu être aidées ou subventionnées par l'Alliance française via le lycée de la Mission laïque. Ce circuit de financement, conçu au cours des années 1920 pour les « écoles musulmanes », était distinct du financement des « écoles françaises ». Une annexe au tableau statistique précise qu'aux 11 691 élèves des « écoles françaises », il « convient d'ajouter les élèves soumis à notre enseignement », dans les écoles dépendant de la Communauté israélite (4 500 élèves) et dans « les écoles musulmanes enseignant le français » (4 200 élèves).

²⁵¹ L'expression est de l'historien François Charles Roux, dans un article de 1907 (Archives diplomatiques de Nantes).

²⁵² On a pu calculer, dans les écoles des Frères d'Alexandrie, que de 1854 à la crise de 1907, une scolarité payante finançait deux scolarités gratuites. À partir de cette date et jusqu'à la crise de 1929, une scolarité payante ne finance plus qu'une scolarité gratuite.

entre les Frères des Ecoles chrétiennes et les différentes instances du judaïsme alexandrin sont très significatives du caractère progressif de la construction communautaire et des changements de mode de légitimation de ses autorités : à la mission « traditionnelle » de gestion du statut personnel vient s'ajouter une tâche supplémentaire consistant à accroître le capital scolaire de ses membres.

Les missions catholiques n'étaient pas elles-mêmes exemptes de tiraillements internes. Présents à Alexandrie depuis 1858, les Frères des Ecoles chrétiennes français n'ont de cesse d'élargir leur public scolaire au-delà des seuls chrétiens pour échapper à la tutelle des Franciscains de Terre sainte italiens, propriétaires de leurs locaux et titulaires de la plupart des paroisses latines de la ville. En 1899, ils se font même rappeler à l'ordre par la Congrégation pour la propagation de la foi (la *Propagande*) pour avoir organisé des cours d'hébreu au collège Sainte-Catherine. Il s'agit là d'un cas extrême, et la tendance est plutôt, dans les autres congrégations, au rappel du caractère catholique des établissements. La présence au collège d'éléments non catholiques, mal acceptée par Rome, doit même parfois être justifiée par une ambition prosélyte : en novembre 1896, la *Propagande* fait parvenir aux Frères un questionnaire leur demandant notamment :

Dans quelles conditions les hétérodoxes et les infidèles sont-ils admis dans les écoles et dans le collège, et quelles précautions prend-on pour empêcher que leur contact ne cause quelque préjudice aux Catholiques²⁵³ ?

La réponse était en réalité dictée par la question. Elle affirmait l'existence à leur égard « d'une surveillance scrupuleuse et d'une répression particulière²⁵⁴ » pour toute parole de nature à porter atteinte à la foi des catholiques. Elle posait aussi pour tous les élèves l'obligation d'assister aux cours d'instruction religieuse et l'interdiction entre eux de toute discussion politique ou religieuse. Aux catholiques étaient réservées « des réunions spéciales », l'instruction dominicale de l'aumônier, ou pour les meilleurs, l'appartenance à certaines congrégations qui leur fournissait l'occasion « de se montrer non

²⁵³ Archives du collège Saint-Marc, dossier 3, lettre du Vicaire Apostolique d'Egypte au TCF Directeur du collège Sainte-Catherine, 7 novembre 1896.

²⁵⁴ *Ibid.*, 9 novembre 1896.

seulement dignes de leur titre de catholiques, mais encore de s'affirmer carrément comme tels²⁵⁵ ».

Du point de vue des classes moyennes ou des notables juifs, cette rigueur affichée ne suffisait pas à être dissuasive. L'enseignement catholique français s'inscrivait dans le jeu libéral d'une société où l'appartenance communautaire était une donnée de base et l'instruction religieuse une affaire de clercs. Une éducation religieuse autre que celle de la communauté d'origine apparaissait comme un moindre mal ou la contrepartie bien légère de l'accès à une culture française moderne et sécularisée, fondée sur l'héritage des Lumières, susceptible d'ouvrir la porte à une promotion sociale, mais jugée incapable en tant que telle de remettre en cause la base même de l'ordre des statuts personnels ou des solidarités.

L'installation en Egypte, au tournant du siècle, d'établissements de l'Alliance israélite universelle²⁵⁶ ne change guère le rapport entre l'offre et la demande, ni cet état d'esprit. En 1914 encore, le grand rabbin d'Alexandrie, Raphaël Aaron Bensimon dans *la Herout* de Jérusalem, explique que les Juifs d'Egypte jouissent, dans les écoles catholiques, d'une grande liberté de conscience. Mais déjà, à cette date, et précisément pour accroître la fréquentation de ces établissements de l'Alliance, la presse juive met en exergue l'existence de quelques conversions au catholicisme dans des établissements religieux français. Et le directeur de l'école gratuite fondée par le baron de Menasce, Elie Antebi, dénonce dans la *Revue israélite d'Egypte*, la prise de position du grand rabbin d'Alexandrie. Le titre de son article indique clairement l'objectif qu'il poursuit, sur deux fronts : « Parents, surveillez vos enfants, dirigeants, ouvrez des écoles ».

Cette tension entre des publicistes tenants d'organes de presse alliancistes ou sionistes, parlant au nom de la « communauté juive d'Egypte » et des notables aux commandes des instances dirigeantes des communautés du Caire et d'Alexandrie, se poursuit tout au long de la première moitié du siècle. La faiblesse de la demande ou son manque de solvabilité d'un côté et la concurrence des établissements de la Mission laïque française de l'autre²⁵⁷, conduisent à la fermeture, après la guerre, des établissements de l'Alliance du Caire et d'Alexandrie. L'ouverture

²⁵⁵ *Ibid.*

²⁵⁶ Ecoles ouvertes en 1896 au Caire, 1897 à Alexandrie, 1905 à Tanta.

²⁵⁷ Le lycée du Caire est fondé en 1909, celui d'Alexandrie en 1910.

d'écoles à destination des classes moyennes ne redevient d'actualité qu'en 1925. Un incident au collège Sainte-Catherine en fournit l'occasion. L'évocation par un Frère en classe, quelques jours avant la Pâque, du meurtre rituel d'enfants chrétiens par les Juifs déclenche une polémique retentissante, qui cristallise les clivages communautaires et aboutit au lancement d'une souscription et à la fondation du lycée de l'Union juive pour l'enseignement²⁵⁸. Plus de la moitié des Juifs scolarisés au collège Sainte-Catherine quittent celui-ci au profit de ce lycée ou de celui de la Mission laïque : leur effectif passe en un an de 192 élèves à 83. Mais le contentieux reste vif entre des notables installés, clients habituels des écoles catholiques, et une classe moyenne d'immigration souvent récente, pour qui l'appartenance communautaire est la première des sécurités. Dans le courant de la polémique, Lucien Sciuto, directeur du journal *L'Aurore*, convoqué par le ministre de l'Intérieur pour des propos jugés excessifs, reçoit le désaveu cinglant du président de la Communauté, Youssef Aslan Cattai pacha :

je m'élève avec une vigueur égale à la vôtre contre les idées et les expressions des feuilles que vous signalez et qui (ai-je besoin de l'affirmer ?) n'engagent pas plus la Communauté Juive que les incartades d'un malveillant n'atteignent les institutions d'enseignement auxquelles il appartient²⁵⁹.

Ce type de polémique connaît un nouveau point d'orgue au début des années 1930, dans un contexte de concurrence avivé par la crise économique. En 1930 pourtant, le ton de Lucien Sciuto s'est beaucoup assagi, et la critique s'est déplacée des autorités instituées vers la figure du vieux notable juif mourant, décrit sous les traits du « lourd vautour qui n'a vécu que d'appétits voraces et d'instincts charnels ». La caricature n'a rien à envier aux poncifs de l'antisémitisme français à la même époque. En revanche, le soin qui est pris, par cet artifice, de ménager le conseil communautaire, le grand rabbin et le président de la communauté, les constants appels au calme et au légalisme révèlent

²⁵⁸ Cf. « Entre logiques d'Etat et logiques communautaires, à propos de quelques affaires de conversion en Egypte vers 1930 », in DÉCOBERT Christian (dir), février 2000. *Valeurs et distance, identités et sociétés en Egypte*, Paris-Aix-en-Provence : co-édition Maison méditerranéenne des Sciences de l'Homme-Maisonneuve et Larose.

²⁵⁹ Réponse de Youssef Aslan Cattai pacha, président de la Communauté israélite du Caire à Monsieur Enkiri, *Journal du Caire*, 5 juin 1925, cité par *L'Aurore*, 12 juin 1925.

clairement l'horizon politique du publiciste et son ambition de figurer en bonne place parmi les notables de la communauté israélite du Caire, ou, pourquoi pas, parmi ses dirigeants.

Enjeu devenu central de la construction communautaire, la question de la scolarisation accompagne la structuration d'une vie politique du judaïsme égyptien. Comme ailleurs en Méditerranée²⁶⁰, la mouvance sioniste prendra bientôt le pas sur la tendance « allianciste », représentée par la figure du grand rabbin du Caire, Haïm Naoum Effendi, dernier grand rabbin de l'Empire ottoman et l'un des premiers responsables communautaires à demander sa naturalisation en 1929 aux termes de la loi sur la nationalité égyptienne. Mais si l'on s'éloigne de ce champ politique en gestation, la contestation des notables qui marque les années 1930 correspond aussi à l'affaiblissement économique de nombre d'entre eux et à l'étranglement financier de beaucoup d'institutions scolaires. La comparaison entre les recensements consulaires de 1929 et 1937, possible pour les institutions communautaires dans la circonscription consulaire du Caire, atteste de ces difficultés²⁶¹.

Dans les écoles communautaires qui rendaient des comptes – au moins en termes de statistiques scolaires – au consulat français, il faut relever un effondrement du taux de gratuité, dans des proportions identiques : on passe de 67% à 21% d'élèves admis gratuitement aussi bien dans les écoles de la communauté israélite du Caire qu'au collège patriarcal grec-catholique. Les deux communautés les plus francisées, rivales dans leur rapport à la France, qui s'étaient tellement opposées à la fin des années vingt, partagent au cours de ces années de crise, une bien triste communauté de destins. Il faut en effet lire dans ces chiffres un engagement moindre des notables envers les instances communautaires et l'abandon de l'idée d'une scolarisation de masse assurée par elles. Si les unes et les autres font partie des rares écoles où le nombre de garçons augmente entre 1929 et 1937, cela témoigne surtout des difficultés des familles et d'un repli des garçons des écoles

²⁶⁰ Cf. la contribution de BENBASSA Esther, « Processus de modernisation en terre sépharade », in TRIGANO Shmuel, 1992. *La société juive à travers l'histoire*, I. : *La fabrique du peuple*, Paris : Fayard, p. 588 et suiv.

²⁶¹ Archives diplomatiques de Nantes, Série Œuvres françaises, sous-série Egypte, volume 361 (recensement de 1937).

françaises catholiques ou laïques vers un enseignement communautaire moins prestigieux, mais aussi bien moins cher et mieux à même d'assurer la pérennité d'une identité communautaire. Le *sex-ratio*, qui était très largement à l'avantage des filles en 1929-1930 dans les écoles de la communauté israélite du Caire (58%) l'est sensiblement moins en 1937-38 (54%). Un nombre non négligeable de filles a dû renoncer à y engager ou poursuivre des études. L'école de la Goutte de lait, liée au réseau d'assistance de la communauté israélite du Caire, enregistre également une baisse d'effectifs de 23%, beaucoup plus marquée pour les filles que pour les garçons.

*Minia, procession catholique en 1938*²⁶²

L'importance numérique des congrégations féminines en Egypte a fait du français, dès le XIX^e siècle, une langue maternelle parmi les populations catholiques du pays, y compris en Moyenne-Egypte. Cette assemblée de femmes en communion, où s'expriment ferveur et reconnaissance, reste sous l'emprise du regard tutélaire, bienveillant et consentant d'un homme âgé de la communauté, qui fait figure de patriarche.

²⁶² © Archives du collège de la Sainte-Famille, Le Caire.

Les archives de l'Alliance israélite universelle témoignent à leur manière de cette évolution. La place plus large accordée à des informations en provenance de Tanta dans le bulletin de liaison de l'Alliance israélite universelle atteste d'une recherche très préoccupante de nouveaux donateurs. En juin 1938, le *Bulletin* publie un extrait d'une lettre de M. Nassi, directeur de cette école :

Feu Schemtob Barcion, l'un des fondateurs de l'école de Tanta, a légué, il y a plusieurs années, à notre institution, des fonds importants dont les revenus permettent d'habiller un grand nombre d'enfants nécessiteux à la veille de Pâques. Ce qu'il y a de plus beau dans cette œuvre, c'est que les libéralités du généreux donateur vont non seulement aux enfants israélites, mais à tous ceux qui sont dignes d'intérêt, sans distinction de race ou de religion. Le 10 avril dernier, des vêtements et des chaussures ont été distribués aux élèves indigents. Avec une fidélité constante dont on lui sait gré, M. A. Barcion tient à cœur d'assister tous les ans à la cérémonie qui évoque la belle et grande figure de son père. Il y a délégué cette année son fils. M. Robert Barcion fut reçu à l'Ecole par tous les membres de la Communauté et les groupes de scouts, garçons et fillettes, drapeaux déployés. Il visita la salle de lecture nouvellement fondée qui contient plus de 1000 volumes et à laquelle il contribua largement, maintenant ainsi les nobles traditions de sa famille. Dans le large corridor de l'école avait pris place un groupe de garçons qui, selon la volonté du défunt, récitèrent des psaumes. Toute l'assemblée les écouta avec recueillement. Puis ce fut le Kaddich pour le repos de l'âme du grand bienfaiteur. Une charmante petite fille présenta à M. Barcion au nom de ses camarades, un joli bouquet de fleurs. Vivement touché, celui-ci remercia pour toutes les marques d'attention dont il avait été l'objet et se retira non sans avoir pris part, avec une spontanéité touchante, à la souscription ouverte pour l'achat d'un piano pour l'école²⁶³.

Comme dans le réseau de l'Alliance française ou celui des écoles catholiques, il s'agissait de susciter, par l'exemple, des vocations de mécène. On imagine assez aisément ce qu'avait pu devenir, au cours des années trente, le produit de la rente du capital légué par M. Barcion-père ; les dons en nature de quelques dizaines de livres et la participation

²⁶³ *Bulletin* de l'Alliance israélite universelle, Paris, juin 1938.

à l'achat d'un piano, symbole de l'éducation bourgeoise des filles, montraient que « l'évergétisme des notables » avait changé d'échelle. Il convenait donc de rechercher d'autres sources de financement. L'adhésion à l'idéologie trans-communautaire des responsables de l'établissement était, dans ce contexte, d'autant plus aisée à mettre en avant que l'Alliance israélite universelle avait toujours affiché un discours laïque et humaniste. Cela n'empêchait pas l'école de Tanta d'être, en 1929, une école à 72% israélite. Elle ne l'était plus en 1937 qu'à 58%. Entre-temps :

Un grand nombre d'élèves musulmans, appartenant aux meilleures familles de la ville, sont venus se faire inscrire à notre école de Tanta, malgré le fort courant nationaliste et les passions religieuses qui se font sentir en Egypte. Nous sommes heureux de constater cette confiance des parents envers nos institutions, nos méthodes d'enseignement et d'éducation²⁶⁴.

Les chiffres montrent qu'il s'agissait essentiellement de filles. On comprend mieux, dès lors, l'intérêt de l'achat du piano. Les leçons de piano faisaient l'objet de frais de scolarité supplémentaires. Une dépense qui pouvait paraître quelque peu somptuaire était aussi et surtout un investissement et un pari sur l'attraction du « modèle français » auprès d'une bourgeoisie provinciale montante.

Figure 4

²⁶⁴ *Ibid.*

Ces données permettent d'aborder sous un nouveau jour l'évolution de la scolarisation des enfants juifs, telle qu'on peut la reconstituer à partir de la *Statistique scolaire d'Égypte*. Jusqu'en 1927, garçons et filles sont scolarisés pratiquement à parité dans les établissements français, avec un léger avantage pour les garçons.

L'évolution à partir de là se fait dans une direction totalement opposée à celle des musulmans et des Coptes, dont les filles investissent massivement l'enseignement français. Le retrait, au contraire, des filles juives des écoles françaises qui caractérise les années 1930 peut s'interpréter comme la conséquence du tapage médiatique organisé autour des affaires de conversions, la fille étant, dans la tradition rabbinique, dépositaire de la transmission de l'identité ; on voit d'ailleurs que ce recul est compensé par un accroissement de la fréquentation des établissements communautaires. On ne peut non plus négliger l'hypothèse que certaines écoles juives ne soient plus comptabilisées comme françaises, mais on y verra plus sûrement la conséquence des difficultés financières des familles, dont les filles sont les premières victimes dans leur parcours scolaire.

Figure 5

Dans l'enseignement égyptien comme dans les autres filières étrangères, l'évolution de la scolarisation des Juifs d'Égypte connaît une évolution

négative à partir du milieu des années 1930. La baisse la plus forte est enregistrée dans l'enseignement égyptien, c'est-à-dire essentiellement les écoles dépendant des conseils des communautés israélites du Caire et d'Alexandrie : 2 400 élèves de moins entre 1933 et 1937, soit une diminution de 27%. La baisse des effectifs ne peut être seulement imputée à un flux migratoire vers la Palestine, qui reste minime à cette date. Alors que d'après les statistiques françaises, les effectifs des écoles israélites du Caire restent pratiquement stables de 1929 à 1937, c'est visiblement à Alexandrie que l'effet de la récession a été le plus fort, indice supplémentaire des difficultés financières des établissements scolaires et des familles qui les fréquentaient. Deux nuances à apporter à ce tableau : l'enseignement italien connaît un regain d'intérêt parmi les Juifs d'Egypte dans les années 1930, au moins jusqu'à la signature du pacte d'Acier. Au cours de la seconde guerre mondiale, c'est l'enseignement britannique, dont le réseau s'est étoffé dans les années 1930, qui fait figure de refuge. Mais cela ne joue que sur des effectifs trop marginaux pour être réellement significatifs. Il est clair néanmoins qu'au cours de la crise des années 1930, les Juifs d'Egypte commencent à éprouver un certain désarroi, qui les conduit à se tourner vers des filières nationales d'enseignement.

Conclusion

Dès les années 1930, la dynamique communautaire ne paraît plus à même d'assurer la scolarisation des Juifs d'Egypte, comme elle l'avait fait depuis la fin du XIX^e siècle. Le désengagement des notables, eux-mêmes en difficulté du fait de la crise et d'une construction nationale égyptienne qui tend à les exclure, ne laisse la place qu'à des engagements nationaux. A cet égard, la scolarisation dans des établissements français, anglais, italiens, ou bien dans les écoles de la communauté semble bien préparer et annoncer les parcours migratoires ultérieurs et toutes leurs difficultés.

D'un autre côté, la rigidité du statut personnel dans le monde ottoman et post-ottoman a contribué à renforcer des processus de communautarisation. Le mirage communautaire a été largement entretenu par des statistiques d'origine externe, postulant l'existence, au-delà des individus scolarisés et des institutions des communautés israélites du Caire et d'Alexandrie, d'une « communauté juive

d’Egypte ». L’existence de ces institutions et conseils communautaires, d’une presse juive et d’un embryon de jeu politique autour d’elles a pu contribuer à donner corps à l’illusion d’une entité cohérente englobant tous les Juifs du Nil. Dans l’Egypte libérale, cette communauté reste encore de l’ordre du virtuel, un acte de parole polyphonique, susceptible de dissimuler la pluralité des processus sociaux engagés. La « communauté juive d’Egypte », si tant est qu’elle ait eu une existence autre que rétrospective, n’a eu d’efficience que dans la mesure où elle a servi objectivement d’instance de gestion du statut personnel des Juifs d’Egypte, de lieu de solidarité et de secours mutuel, de promotion de la scolarisation, avant de se muer, à partir du milieu des années 1930, et surtout dans les années 1950, en filière migratoire. La langue française a accompagné ce processus de communautarisation, mais elle n’a pas été la seule, les orientations linguistiques choisies par les familles qui en avaient la possibilité ayant préparé la « nationalisation » des Juifs comme celle de toutes les *local foreign minorities* d’Egypte.